

AVERTIR

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 62-31

C. C. P. Mile Picard 5660-38 Paris

Après la déclaration d'Acheson
la politique pro-franquiste du
Département d'Etat
porte ses fruits :
**Franco
assassine
16 militants
à Barcelone**

Pour les 3.000 Frs et les Conventions Collectives. Pour faire échec à l'épreuve de force patronale et gouvernementale

IL FAUT SE BATTRE TOUS ENSEMBLE

LE RÈGNE DE LA CORRUPTION

L n'est pas dans notre intention de reprendre dans « La Vérité » tous les détails de « l'affaire des généraux » que nos camarades suivent d'ailleurs dans la presse quotidienne. Les faits sont suffisamment connus : à la suite de la divulgation, par la radio du Viet-Minh, d'un rapport du général Revers, relatif à la situation militaire et politique en Indochine, l'enquête ouverte par la D.S.T. mène à un certain Peyré. Celui-ci, ancien commerçant failli, ex-Secrétaire départemental du P.P.F. et de la milice, est entendu par la D.S.T. et par la S. D. E. C. E. (ex-D.G.E.R.) devant lesquels il ne fait aucune difficulté pour reconnaître qu'il a touché des fonds d'un représentant de Bao-Dai et qu'il a procédé à leur répartition.

Il est exact de tenir en Indochine. Il est exact de dire que, si le M.R.P. a toujours été pour le soutien absolu de Bao-Dai, certains dirigeants socialistes, comme Ramadier, ont essayé de faire prévaloir une politique qui, pour être aussi réactionnaire, n'en était pas moins plus nuancée. En grande partie, d'ailleurs, parce que ces dirigeants n'avaient aucune confiance dans l'Empereur fané et dans son entourage. C'est là ce qui explique les tractations menées autour de la candidature Mast ainsi que les voyages de Revers et de Peyré (Suite page 3)

ROLLIN

Aujourd'hui qu'un « Commission d'enquête parlementaire » s'est saisie de l'affaire et que Peyré, grâce à de mystérieuses protections, a pu prendre le large, il apparaît qu'un certain nombre de personnalités sont dans le bain : deux généraux, dont l'un, Revers, n'est autre que le chef d'Etat-Major de l'armée; des politiciens tarés, comme Le Troquer, qui aurait touché 300.000 fr. et Ramadier qui a fait rendre un non-lieu en faveur de Peyré; Bouzanquet, Secrétaire confédéral de « Force Ouvrière ». Et combien d'autres?

Mast déclare que « sa bonne foi » a été surprenante et Bouzanquet joue l'étonné : « J'avais, déclare-t-il, quelques économies que j'ai voulu faire fructifier... » Ainsi, ce général qui, suivant les déclarations de Peyré, a touché un million, et ce réformiste roublard seraient si naïfs? Allons donc... Mais tout ce joli monde banquetait chez Laperouse ou chez les généraux, en compagnie de trafiquants de piastres et de ministres ou d'anciens ministres. En toute naïveté, sans doute.

A la vérité, cette affaire illustre à merveille le degré de corruption de la IV^e République. C'est Revers qui donne du « cher ami » à un aventurier qu'il utilise comme informateur; c'est Mast, prêt à toutes les compromissions pour se faire nommer en Indochine; c'est Wybot, Directeur de la D.S.T. dont on nous apprend aujourd'hui qu'il fut avant-guerre condamné à l'emprisonnement pour une affaire de moeurs; c'est un Président du Conseil ou un ministre de la Défense Nationale qui couvre des combinaisons louches. Et tous ces gens qui, lorsqu'ils parlent de la guerre d'Indochine, font du chantage aux « petits soldats » et à « la présence française », marchent la main dans la main avec la Banque d'Indochine et les colonialistes dont ils servent les sordides intérêts.

Cependant il faut également comprendre que l'opération qui se déroule actuellement est une manœuvre politique du M.R.P. En effet, celui-ci, ou plus exactement, son aile droite qui est la plus consciente des intérêts de la bourgeoisie, vise à déconsidérer, au travers des généraux, le Parti Socialiste et C.G.T.-F.O. D'une part, pour, au travers d'élections brisées, si elles se révèlent possibles, gagner des voix sur la droite du P.S. et, d'autre part, parce que cette opération prend place dans le plan d'ensemble du capitalisme français qui, depuis 1944, n'a cessé de reconquérir le terrain perdu et de consolider ses positions par rapport à la classe ouvrière. D'où l'attitude de Coste-Floret que, sous prétexte de neutralité gouvernementale, couvre le Président du Conseil. Sous l'œil bienveillant de Gaulle dont le récent appel du pied au M.R.P. est significatif, il est encore trop tôt pour prendre le pouvoir par la force; il convient donc de ne négliger aucune occasion d'affaiblir la classe ouvrière et de déconsidérer les organisations qui, si compromises qu'elles soient par leur politique constante de collaboration, n'en représentent pas moins une partie de cette classe.

Bien entendu, cette bataille de crabes autour des généraux reflète aussi les exigences qui existaient, en 1949, au sein du gouvernement, sur la con-

TRAVAILLEURS : Imposez le Front Unique national de toutes les Confédérations. Elisez démocratiquement les comités de grève

ANIMÉS d'un courage admirable, malgré les échecs et la division, des dizaines de milliers de travailleurs sont à nouveau entrés en lutte. Que veulent dans l'immédiat les 34.000 prévisibles de chez Renault ou ceux de Ford, ou les cheminots ou les postiers? LES 3.000 FRANCS EGAL POUR TOUS ET PAR MOIS. Sur cette revendication des plus minimes, les métallos de chez Renault, de chez Ford et Rosengart ont débarrayé; mais dans l'espoir d'être bientôt rejoints par le reste de la classe ouvrière. Car c'est là, la pensée profonde des travail-

Voilà qui est bien. Mais pourquoi celui-ci s'est-il limité à cette région et à cette corporation? Les revendications mises en avant: les 3.000 fr. et les conventions collectives, sont propres à tous les travailleurs. Si les directions syndicales de la métallurgie de la Région Parisienne peuvent s'unir, pourquoi les directions des autres corporations, des autres régions et du pays tout entier ne le pourraient-elles pas? Les travailleurs, eux, sont prêts à s'unir; si l'union ne se réalise pas, c'est donc que les dirigeants ne la veulent pas et qu'ils manœuvrent une fois de plus. Les dirigeants de la C.G.T. qui ont encoché avec eux les militants les plus combattifs de la classe ouvrière diront que ce sont les autres qui refusent l'unité. Mais cet argument ne peut duper que les travailleurs qui ne réfléchissent pas. Car s'il est vrai que les directions C.G.T.-F.O., C.F.T.C., Auto-nomes sont hostiles à cette unité, comment se fait-il alors que la C.G.T. n'ait pas mené une vaste campagne pour appeler les travailleurs organisés dans ces centrales à exiger de leurs dirigeants qu'ils réalisent l'unité d'action nationale? Ce que Joulaux ou Tessier refusent à Frachon, ils ne pourront le refuser aux travailleurs C.G.T.-F.O. ou C.F.T.C.

La tactique de la S.F.I.O. et des dirigeants C.G.T.-F.O. dans ces grèves (Suite page 2) M. MESSIAH

Tito déclare à Belgrade : " Nous sommes Socialistes... Nous ne ferons aucun commerce de nos principes "

« Nous sommes socialistes, nous ne ferons aucune concession en politique extérieure. » « Nous vendons nos produits pour en obtenir d'autres, nous ne ferons aucun commerce de nos principes. » C'est en ces termes que Tito s'est exprimé à la radio de Belgrade le 20 février. Le 21 février, la Yougoslavie a reconnu Ho-Chi-Minh. Quelle meilleure démonstration du caractère mensonger des accusations des bureaucraties de Moscou? La Yougoslavie n'est pas peccée dans le camp impérialiste. La preuve, si besoin était, en est fournie une fois de plus. Mais prise entre le blocus du Kremlin et les manœuvres de l'impérialisme (les crédits américains sont pour le plupart du domaine des promesses), la situation de la Yougoslavie devient plus difficile. C'est ce que révèlent les dernières déclarations de Tito. Sans

l'intervention des prolétaires du monde entier, l'avenir de la révolution yougoslave se trouvera compromis. Les dirigeants du P.C.Y., qui minent depuis plusieurs mois une offensive cohérente contre le bureaucratisme et le danger bureaucratique, manifestent leur volonté de s'engager dans cette voie. C'est ainsi que le Conseil Central de la Confédération des Syndicats de Yougoslavie vient d'appeler le mouvement ouvrier international à soutenir les travailleurs yougoslaves contre les calomnies et les manœuvres stalininiennes. L'appel se termine par une invitation à venir, sur les lieux mêmes, se convaincre sur la vérité en Yougoslavie. Travailleurs français, répondez à l'appel des Syndicats yougoslaves; considérez dans vos entreprises des délégations pour la Yougoslavie; diffusez et faites diffuser le matériel yougoslave.

LA CALOMNIE Les semaines NE PAIE PAS... de la grande peur

C'EST ce qu'auront pu constater les rédacteurs du « Grain », organe des cellules du P.C.F. du Ministère de l'Agriculture et de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Sous ce titre, « Le travail d'un trotskyste à la C.G.T. », le numéro de février 1950 consacre 4 colonnes sur 8 au Secrétaire du Syndicat C.G.T. de cette dernière administration: notre camarade Roux. Voici quelques extraits: « Fin 1948, Roux désirait adhérer aux deux C.G.T. (C.G.T. et C. G. T. F. O.) », « Roux se maintient à la tête du Syndicat sans consultation des membres » On ne peut tout d'abord terminer par un morceau de choix: « On sait que la C.G.T. a condamné le plan Marshall, plan de relèvement prioritaire du capitalisme allemand. Roux est contre les réparations; bel amalgame, n'est-ce pas? L'offensive contre notre camarade vise en fait à liquider le courant révolutionnaire qui gagne en influence et dont Roux exprime l'orientation à la tribune du dernier Congrès confédéral. A trois mois du Congrès de l'U.G.G.F.F., on voudrait bien éliminer un militant dont les interventions à la Commission exécutive de l'U.G.G.F.F. sont de plus en plus éloquentes et qui, lors du Congrès de la Région Parisienne de l'U.G.G.F.F. des 17 et 18 décembre 1949, put présenter un projet d'appel signé de 6 délégués.

La réponse politique adressée au « Grain » rappelle que nous n'avons pas attendu le plan Marshall pour dénoncer l'impérialisme américain et aussi que nous avons sur les « réparations » la position exprimée par Thorez à Berlin le 15 janvier 1933: « Suppression définitive et sans condition des réparations — pas un penny du peuple allemand » — (« Huma » du 16-1-33).

Cependant, la meilleure réplique fut celle du Syndicat lui-même qui tenait, le surlendemain de la diffusion du « Grain » et en présence de Jean, Secrétaire de la Fédération de l'Economie générale, son Assemblée générale ordinaire.

Jean ne fut pas le dernier à réprouver la méthode de polémique employée contre Roux. Mais le Syndicat ne se satisfait pas du seul vote à mains levées d'une résolution condamnant les calomnies et celle-ci, présentée à tous

les adhérents, fut, à une exception près, signée de tous. Les travailleurs commencent de ne plus mordre à la calomnie. Ils finiront par mordre les calomnieux.

A COLOMBO 30.000 auditeurs au meeting des Trotskyistes

Un meeting monstre de 30.000 personnes environ a eu lieu à Colombo (Ceylan), le 7 février, sous les auspices conjugués des deux organisations trotskystes, en train de s'unifier. Malgré l'organisation publique simultanée d'une autre réunion par le gouvernement à faire diversion, des milliers de gens en influence et dont Roux exprimait le désir de se joindre au mouvement, ont pris part à la perspective d'une fusion entre les deux organisations trotskystes. Le camarade N.M. Perera présidait le meeting. Parmi les orateurs, il y eut Leslie Goonewardna (Tilak) et Calvin R. de Silva qui, tous deux, réalisèrent la nécessité d'une prompte unification. Les travailleurs ceylanais n'ont jamais, durant ces dernières années, démontré avec autant d'enthousiasme leur solidarité avec les organisations trotskystes. La plate-forme de l'unification a été défendue, à une exception près, par tous les orateurs des deux organisations. A la suite de ce meeting, on a pu constater des signes non équivoques de dénormalisation parmi les stalinistes, qui comptent sur la division des trotskystes.

Dans le prochain N°

- Un article de notre correspondant aux U.S.A. C. Nanley, sur les luttes du prolétariat américain.
- Les élections anglaises par Pierre Frank.
- La 1^{re} partie de l'étude de Gérard Bloch sur la nouvelle politique du Parti Communiste Yougoslave.

LES savants atomiques ont la conscience bouleversée. Depuis des années ils ont travaillé au service de leurs gouvernements respectifs, pour fabriquer d'épouvantables engins de destruction. Ils avaient l'illusion que le monopole de ces armes constituerait une garantie pour la paix. Les événements les ont obligés à déchanter. Après les Américains et les Anglais, les Russes ont fabriqué la bombe atomique. Les Américains ont rétorqué en préparant la bombe à hydrogène. Mais déjà le général Billotte, de retour des U.S.A., nous apprend que les services compétents américains se demandent si les Russes ne les ont pas devancés dans cette voie (« Courrier » 14-2-50).

Voici donc nos savants qui rient au monde leur pathétique: « Arrière-tout », Einstein avertit l'opinion publique que « la destruction de toute vie sur la terre est entrée dans le domaine des possibilités techniques » (« Le Monde » 14-2). Joliot-Curie et autres compagnons de route stalinien appellent les peuples au combat contre les armes atomiques et bactériologiques. Le Docteur Fuchs, savant britannique, qui, durant six mois, travailla comme espion soviétique, s'effondre et se démasque lui-même, en proie, dit-il, à une terrible inquiétude quant aux conséquences possibles de son geste. Mais ces mêmes savants qui avancent leurs propositions dans le domaine scientifique qu'après une rigoureuse vérification, se comportent avec une naïveté désarmante dans le domaine de la politique. Einstein propose « une simple déclaration de toutes les nations promettant de collaborer loyalement avec un gouvernement mondial » pour maintenir la paix (« Le Monde » 14-2). Comme si « des déclarations loyales » permettraient à Wall Street de découvrir de miraculeux nouveaux marchés, qui lui éviteraient ainsi la nécessité économique de la production de guerre et de la colonisation de la Russie. Joliot-Curie de son côté propose « la réduction des budgets de guerre et des effectifs militaires. l'interdiction des armes atomiques... » (« L'Humanité » 13-2). Une guerre menée avec les bombes « simplement » explosives et les obus d'artillerie — sans parler des projectiles auto-guidés, les fusées genre V2, la guerre météorologique et autres techniques — serait-elle donc une partie de plaisir? Les « ruses » non-atomiques » de Varsovie, de Coventry, de Berlin et de Stalingrad ne paraissent donc point épouvantables, puisque Joliot-Curie ne demande pas aux marchands de canons d'interdire la fabrication des armes « non-atomiques »? En vérité, vouloir empêcher la guerre sans détruire le capitalisme qui la produit, c'est, en fait, une entreprise aussi absurde que

de vouloir libérer l'énergie atomique sans détruire le noyau de l'atome! Pourtant, les avertissements des savants ne sont point le produit d'une hystérie collective. L'hebdomadaire anglais « The Economist », aux commentaires cependant très mesurés, écrit dans son éditorial du 4 février 1950: « On peut maintenant prendre une décision qui rapproche... le jour où cette planète, comme d'autres corps célestes avant lui, pourrait faire explosion dans une masse de flammes d'un feu gazeux, tel un nouveau soleil d'une lumière et d'une chaleur effrayantes, sur lequel toute existence s'éteindrait instantanément. » Les savants, qui comprennent davantage le mécanisme précis de cette destruction, réussissent seulement à donner une forme plus concrète à la terreur que toute l'humanité ressent instinctivement devant pareilles menaces. Il est clair que même si elle ne détruirait pas toute vie humaine sur la terre, suite au « retard » de la guerre destructrice de notre société, la troisième guerre mondiale ne comporterait plus ses victimes, mais seulement ses survivants. Empêcher cette catastrophe, c'est combattre la société qui la produit. SANS LA DESTRUCTION DU CAPITALISME, LA GUERRE ATOMIQUE EST A LA LONGUE INEVITABLE: voilà ce qu'il faut répéter inlassablement aux ouvriers, aux paysans pauvres, aux intellectuels du monde entier. C'est parce que l'U.R.S.S. dégenère ne présente plus qu'une caricature affreuse du communisme qu'elle est incapable de rallier autour d'elle tous ceux qui se révoltent contre la menace atomique, et que ses propres agents comme le Dr. Fuchs se trouvent de terribles « traîtres ». Mais la capacité de combat et de résistance du prolétariat mondial est aujourd'hui encore infiniment supérieure à la méfiance, au dégoût et à la lassitude que lui inspirent de plus en plus les manœuvres des bureaucraties du Kremlin. Cette capacité de combat contient en elle-même un exploit plus puissant que n'importe quelle bombe atomique. L'exploit révolutionnaire qui balayera de la terre l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes, qui apportera la paix et l'abondance à tous les hommes. Pendant les années qui nous restent avant que le danger de guerre ne devienne imminent, il s'agit de mettre au point cet exploit révolutionnaire, de le rendre aux travailleurs confiance dans leurs propres forces; élever leur conscience communiste; forger leur nouvelle direction qui les conduira à la victoire. Se rallier autour du drapeau de la IV^e Internationale, c'est combattre le danger atomique de la seule façon réaliste: en préparant la révolution internationale qui le détruira dans ses racines! H. VALLIN.

LA LOI sur les CONVENTIONS COLLECTIVES (1)

Le 8 février, l'Assemblée Nationale votait, par 451 voix contre 0, la loi sur les Conventions Collectives. Ainsi prenait fin le régime étatique de fixation des salaires qui durait depuis 1939 et que tous les gouvernements, depuis la « libération », avaient régulièrement prorogé.

Mais si la loi sur les Conventions Collectives donne cette possibilité, nous allons voir combien son cadre, accepté par les grandes organisations ouvrières, est réactionnaire et comment cette loi peut se retourner contre les travailleurs si ceux-ci n'engagent pas une lutte d'ensemble.

Pour bien comprendre le cadre réactionnaire de cette loi, il faut tout d'abord voir dans quelle situation, le retour à la libre fixation des salaires se situe. La crise économique que développe le chômage grandit; la bourgeoisie a tout intérêt à ne plus être entravée par un dirigisme des salaires qui l'empêche de mettre à profit la concurrence de la main-d'œuvre pour baisser le salaire des travailleurs.

LES SALAIRES

La question la plus importante que les Conventions Collectives ont à régler, c'est celle des salaires. Voici ce que dit la loi à ce sujet:

Les Conventions Collectives nationales, régionales ou locales contiennent obligatoirement des dispositions concernant le salaire minimum national professionnel de l'ouvrier ou de l'employé sans qualification.

A défaut de Conventions Collectives nationales, régionales ou locales, des accords d'établissement portant sur la fixation des salaires, peuvent être signés.

Une Commission Supérieure des Conventions Collectives est créée; elle comprend plusieurs ministres, quinze représentants des différentes Centrales syndicales: C.G.T., C.G.T.-F.O., C. F. T. C., C.G.C., La Fédération Supérieure des Conventions Collectives est chargée d'étudier la composition d'un budget-type servant à la détermination d'un salaire minimum national interprofessionnel garanti.

Ainsi la détermination du salaire de base est confiée à un organisme entièrement sous le contrôle de l'Etat et sa fixation définitive au Gouvernement bourgeois. Les députés des grandes Organisations ouvrières P.S. et P.C.F. ont, en votant cet article, inconsciemment trahi les intérêts de la classe ouvrière.

La Commission Supérieure des Conventions Collectives « occupe », il est vrai, de fixer un budget-type. Mais il ne s'agit là que d'un tour de passe-passe. Par ce biais, la bourgeoisie a l'air de s'intéresser au niveau de vie des travailleurs, mais en fait elle va gagner des mois et des mois à discuter d'un soi-disant budget-type.

La C.G.T. qui ne veut pas non plus d'un combat d'ensemble, ont chanté victoire quand cette clause a été obtenue. Mais en fait, elle sert la bourgeoisie et va à l'encontre des intérêts ouvriers. On peut d'ailleurs ajouter que la lutte pour des accords d'établissement, dans la mesure où elle affaiblit les ouvriers, retarde d'autant la signature de Conventions Collectives nationales favorables aux travailleurs, qui ne pourront être arrachées que par un combat d'ensemble de toute la classe ouvrière.

Nous verrons dans un prochain article les problèmes de l'extension, de la conciliation et de l'arbitrage et ce que devrait contenir de véritables Conventions Collectives et comment lutter pour les arracher. (A suivre.)

La police au secours des Gaullistes

Dimanche dernier, les jeunes de l'U.J. avaient décidé d'expulser les vendeurs du Rassemblement du marché de la place des Fêtes.

A peine avaient-ils intimé aux fascistes de venir les voir que les flics, alertés par un mouchard gaulliste, arrivent en car et chargent les jeunes qui, très combattifs, se défendent courageusement. Une fille U.J. est sauvagement matraquée, une femme traitée par les cheveux.

Traduction policière: « Refus de circuler ». Les rassemblements de trois personnes sont interdits toute la matinée.

Organisations ensemble une défense prolétarienne, qui fera respecter le pavé ouvrier, et la liberté d'expression pour tous, non compris les fascistes!

Où en est le salaire minimum

La C.G.T. dans la métallurgie pose, enfin, la revendication du salaire garanti fixé d'après le pouvoir d'achat de 1938. Quel sera-t-il?

Le manoeuvre des métaux était en 1933 à 1.470 francs pour 173 heures de travail mensuel (40 heures par semaine), la vie était d'après les statistiques officielles, pour janvier 1950, à 19,15 fois plus, le salaire minimum devrait s'établir à 1.470x19,15=28.150 francs mensuels pour 40 heures par semaine.

Pourquoi, dans ces conditions, la dernière C.A. de la C.G.T. veut le fixer (15-2-50) à 19.000 francs? Parce que, dit-elle, c'est le chiffre admis par la Commission — de collaboration de classe — de la Fonction Publique et qui est ainsi moins « difficile à obtenir pour les catégories les plus défavorisées ». Toutefois, elle invite à prendre pour base de discussion le salaire se référant à 1938 majoré du coefficient 20. Ainsi sans fixer l'objectif général, elle admet, avant discussion, différentes catégories: les uns « favorisés » et les autres « défavorisés ».

En attendant toujours les mêmes méthodes de « combes » et de « manoeuvres », les dirigeants stalinistes préparent simplement des positions de repli ou de compromis leur laissant la possibilité de « pousser » ici ou là des actions partielles. Force Ouvrière, elle, fâdée à son dépit de trouver un « terrain d'entente » avec l'ennemi et la classe des travailleurs, s'efforce de découvrir un taux d'augmentation très supportable pour le capitalisme, F.O. en arrive ainsi à un salaire horaire de 7690 (susceptible de réductions de zones)!

Thèse pour le manoeuvre (14.000 francs par mois). Face à la salarisation et accords capitalistes de des uns et à la volonté des autres de ne pas permettre par le choix d'objectifs communs et clairs, la mobilisation de tous, le patronat a vraiment beau jeu!

Chez les postiers

Comment ils falsifient les faits

Le 24 janvier, la Région Parisienne de la Fédération postale organisait une journée d'études sur les revendications des employés. Le Comité d'unité d'action de l'Y avait au cours d'une Assemblée générale défini sa position sur ces revendications. Les employés de ce bureau se prononcèrent contre le principal et le changement d'appellation, contre les créations d'emplois d'avancement qui sont des éléments de division au sein de la catégorie. Ils sont pour une revalorisation de la catégorie par le relèvement des indices pour tous, c'est-à-dire que si l'on accorde 10 points supplémentaires au facteur ou maxima, il faut également les donner au distributeur.

La question des débouchés doit se trouver résolue par l'interpénétration des cadres.

Il se prononcèrent contre les actions isolées et déclarent que la question revendicative des employés doit être liée à celle des autres catégories dans un mouvement d'ensemble. Les camarades Laspine et Lafrière défendirent ce programme au cours de la Conférence et nous avons la certitude que s'il était soumis à la discussion parmi les facteurs en Assemblées générales dans les sections, il recueillerait l'assentiment de la grande majorité. Mais les responsables syndicaux, qui emploient souvent le mot de démocratie, n'entendent pas ainsi et c'est pourquoi, dans le compte rendu paru dans « P.T.T. Parisien » de février, les interventions de nos camarades sont totalement déformées et qu'on leur fait dire le contraire de leurs interventions.

De tels procédés avilissent ceux qui les emploient, mais les employés des P.T.T. sauront trouver la voie favorable à l'aboutissement de leurs propres revendications. Racon P.T.T.

Demi-Succès : La grève des mineurs dans la Loire

La grève des mineurs a constitué dans le bassin de la Loire un demi-échec. Selon les indications officielles, plus de 70 % des ouvriers étaient présents. Evidemment, ces chiffres sont sujets à caution. La proportion est une moyenne. Elle est beaucoup plus faible si l'on examine les chiffres des travailleurs du fond, naturellement plus combattifs et plus forte, il y a regardé les chiffres des travailleurs du jour.

Néanmoins c'est au point Couriot qui fut le siège d'après combat, lors des jours de novembre 1948, que le mouvement a le mieux réussi.

« Nous supportons le poids des échecs d'il y a deux ans », nous a déclaré un délégué.

Les mineurs ne comprennent plus rien à la stratégie qui leur est imposée. Les motifs de mécontentement ne manquent pas pourtant. L'autre semaine, un éboulement s'est produit aux Mines du Cros. Un camarade fut retiré, mort, du chantier. Puis vingt-huit heures plus tard, on s'aperçut qu'un deuxième ouvrier, mort lui aussi, avait été enseveli. Il y a là une négligence coupable de Direction. En d'autres temps, on aurait fait de ce genre d'accident la colère de l'ensemble des travailleurs.

Mais les dirigeants de la C.G.T. ont tout fait pour que la grève ne réussisse pas. Il aurait fallu la préparer démocratiquement en faisant des réunions de puits, de services, en proposant l'action commune aux syndiqués F.O. et C.F.T.C., une action commune qui, sans négliger le droit de grève, s'adresse loyalement à tous les exploités.

« On paye des cotisations, nous a dit un gars du puits Verpillieu, nous aimerions qu'on nous demande notre avis et que ce ne soit pas la veille dans le journal qu'on apprenne la décision de grève. »

Quoi de plus juste! Ajoutons qu'en ce moment, les Houillères se félicitent plutôt du débrayage limité. Les mines font de la surproduction (c'est-à-dire qu'il y a sous-consommation). Le mois dernier, il y eut un jour de chômage forcé.

Mais là, nous avons aussi nos mots d'ordre. Nous devons revendiquer des distributions gratuites de charbon aux vieillards, aux économiquement faibles et l'échelle mobile des heures de travail, sans toucher aux salaires.

Pour l'amélioration de notre unité, unissons nous dans nos Comités d'unité d'action qui regroupent tous les mineurs, sans distinction d'appartenance syndicale, qui décideront dans la démocratie des meilleures formes de lutte à employer pour triompher.

UN RABOR.

Surexploitation capitaliste à Denain

Une ouvrière

de la gare des péniches nous dit :

Le chargement et le déchargement est effectué par des femmes.

Nous travaillons par équipe de cinq; certaines jeunes ouvrières ont à peine quinze ans. Notre travail consiste à transporter du wagon à la péniche des briques, longues chacune de 10 kilos. Deux ouvrières se trouvant dans le wagon posent la briquette sur une glissière, une camarade l'attrape, la donne à sa voisine qui, elle, la passe ensuite à la plieuse. Ce dernier travail se fait parfois à genoux et alors pendant huit heures durant, de toutes jeunes filles, des mères et même, comble de l'exploitation, des femmes enceintes font passer entre leurs mains parfois trente-cinq tonnes de charbon. Ce travail ne se fait pas sans accident: courbements des doigts entre la briquette et la glissière, membres blessés par suite de la chute d'une de ces briquettes, brûlures aux mains (les briquettes sont encore chaudes lorsqu'elles sont déchargées, le soleil frappant sur ce charbon fait dégager des vapeurs de braise, qui s'élevaient à la peau et aux yeux). Nous sommes parfois obligées d'aller nous coucher avec un litige sur les yeux tant ceux-ci nous piquent; pour empêcher d'avoir la peau rouge, nous nous imbibons la figure de glycérine et d'argile. Mais quelques heures après, cet enlaid d'argile sèche, se casse et le soleil nous brûle à travers ce fin tissu. Parfois le travail se complique encore: les briquettes chaudes collent au fond du wagon et une travailleuse est obligée de les décoller au marteau-piqueur.

Lorsqu'il n'y a pas de travail au wagon, on nous envoie décharger du charbon préparé (c'est-à-dire lavé) ou des schistes, pressés pierres de terre. Pour accomplir cette tâche, les ouvrières sont obligées de pelletter le charbon du wagon pour permettre aux autres travailleuses de le classer par grosseur; elles déchargent ainsi, par équipe de 2 ou 4 selon le contenu du wagon, 30 à 35 tonnes de charbon par jour. Lorsqu'il pleut ou que le charbon est humide, la pellette pèse encore plus et ce travail devient épuisant.

Au casse-croûte, nous mangeons à seize dans une toute petite pièce appelée pompeusement réfectoire; il y manque des vitres, des planches aux portes; les ratiers sont exposés à tous les vents et sont d'une malpropreté indescriptible.

Voici le salaire des ouvrières: une jeune fille de 15 ans: 231 fr. 35 par jour. Une jeune fille de 16 ans: 271 fr. 15 par jour. Et à partir de 18 ans: 407 fr. par jour.

Pour commémorer les journées de février:

- Les militants du P. C. I. luttent pour le Front Unique
— Les bureaucrates Staliniens recourent à la violence pour empêcher l'unité ouvrière.

Incidents à Brest

BREST, LE 17. — Avant la manifestation du 12 février, notre cellule de Brest avait fait à l'Union locale C.G.T. une demande de participation: c'est-à-dire le droit de défiler avec notre drapeau et de parler au meeting.

Au cours de la séance où fut débattue cette question, le député P.C.F., Gabriel Paul, conversa sur notre Parti les colonnismes classiques.

Un responsable syndical, Colcadean, s'étonna de voir que les trotskystes veulent participer à une « manifestation patriotique ».

Un de nos camarades s'étonna à son tour d'apprendre que la commémoration du 12 février était une « manifestation patriotique ».

Un autre responsable syndical, Stéphane, déclara: « Vous êtes des militants honnêtes égarés chez les ennemis du prolétariat. »

Il n'expliqua cependant pas pourquoi il admettait qu'une invitation à la manifestation soit faite aux militants S.F.I.O. honnêtes de Brest, mais qu'il voulait entendre la présence d'un « trotskyste honnête » de Brest comme orateur au meeting.

La participation du P.C.I. fut repoussée par 7 ou 8 voix contre 3.

Le résultat de toutes les subtilités (dignes de Jules Moch) sur « l'honnêteté », le « syndicalisme » et « la politique », aboutit à ce fait curieux. En tant que militant syndicaliste honnête, notre camarade Jean Carrou avait la tâche d'organiser de la manifestation du 12.

Mais en tant que militant trotskyste, il n'avait pas eu le droit de parler au meeting! Malgré l'attitude observée par la majorité de l'Union locale envers nous, nos camarades

n'ont pas voulu faire la politique du pire, et ont assisté à la manifestation.

Il n'y avait pas 400 personnes au défilé. Il faut noter une chose. En dehors de l'organisation syndicale C.G.T., les militants P.C.I. étaient appuyés par le P.S.U. et les plus nombreux.

On cherchait vainement le P.S.U. et on avait pu compter les chrétiens progressistes sur les doigts d'une seule main.

L'entrée de la salle de réunion, plusieurs militants P.C.F. se précipitèrent sur nos copains en les traitant de « provocateurs » (selon une vieille habitude). La bagarre éclata. Un de nos camarades fut gravement blessé à un genou (épanchement de synoviale).

Nous n'avons pu assister à ce singulier meeting de (Front Unique!) qui ne comptait que le P.C.F. et ses sympathisants. Je dis bien « le P.C.F. », puisque Jean Carrou, responsable syndical C.G.T., etc., organisateur, fut chassé également par les égarés-membres qui attaquèrent nos copains.

Il faut préciser que de nombreux militants du P.C.F. ne participèrent pas aux actes de bratallité.

Il faut dire aussi que plusieurs syndicalistes, écumés, quittèrent la salle de réunion.

Nous avons tiré les leçons de ces incidents dans un tract. Nos camarades interviendront à ce sujet dans leurs Syndicats respectifs.

Et si ceux qui les emploient croient ainsi briser notre cellule, ils devraient savoir depuis longtemps qu'ils se trompent. Ce dernier incident, lui-même, a pour résultat de gagner de nouveaux adhérents à notre cellule de Brest. A. CALVÉS.

A Puteaux - Assez de calamités qui divisent

Le camarade Marchand, militant de notre Parti, s'est rendu, comme le lui imposait son devoir de classe, à la manifestation du 12 février, pour défiler avec sa section syndicale.

Au départ du cortège, un responsable des Syndicats de Puteaux, l'ordie de quitter le défilé, en disant: « Nous ne voulons pas de flics avec nous; tu as dit à un flic, le dimanche 5 février: C'est celui qui a parlé qu'il faut arrêter. » Ces paroles furent suivies de gestes et le camarade Marchand dut quitter le cortège, non sans avoir protesté.

En effet, le dimanche 5, une manifestation eut lieu au Marché pour la libération et l'acquiescement de deux camarades de l'U. J. R. F. arrêtés pour distribution de tracts contre la guerre d'Indochine, au Mont-Vaérien.

Le camarade Marchand signa d'ailleurs la pétition et participa à la bataille du COU TE OU IL A TOUJOURS ETE, CE LUI DES TRAVAILLEURS, contre la Ricaille, comme tous les militants de notre Parti.

Il a été facile de réaliser cette provocation devant des travailleurs qui ne savaient pas les faits réels.

POURQUOI N'ONT-ILS RIEN DIT LE JOUR MEME, alors que le camarade Marchand est resté au vu et au su de tout le monde jusqu'à 13 heures sur le marché.

Pour combattre le programme révolutionnaire, ces dirigeants utilisent des méthodes de basse police.

Demain, d'ailleurs, ce sera le tour des militants de chez Uaïc qui, dimanche, se faisaient les complices de l'exclusion du camarade Marchand de la manifestation.

Ce dernier participant activement à la lutte contre les fascistes, R.P.F. et Cie (voir certains individus de Puteaux, vendeurs du Rassemblement, qui doivent se souvenir).

La lutte de nos camarades contre la guerre d'Indochine que le P.C.F. et la C. G. T. mènent aujourd'hui, avec juste raison, valet en 1947 des poursuites judiciaires au Secrétaire général du Parti Communiste Internationaliste.

Nous avons mené ce combat de toutes nos forces lorsque les accusateurs d'aujourd'hui se taisaient, et nous continuerons à le mener.

Mais, ce qui gêne le plus les dirigeants actuels de la C.G.T. et du P.C.F., c'est la lutte que mènent tous les jours les militants du P.C.I. pour la réunification des travailleurs.

Pour notre Parti, l'Uaïc, ce n'est pas dire « Amen » aux ordres d'en haut, c'est la discussion et la libre détermination de TOUT par TOUS LES TRAVAILLEURS qui veulent défendre leurs conditions de vie.

L'attitude des dirigeants qui portent à Puteaux, de telles accusations, n'est pas isolée: CHAUSSON. — L'agent du patron Rightet) est exclu de la C.G.T. au moment de la grève des mineurs. Le 25 novembre, il est licencié par la direction réactionnaire.

NEUVES-MAISONS. — Le camarade Florence, ouvrier, sidérurgiste, délégué du Comité d'Entreprise, est exclu de la C.G.T. pour son combat pour une VÉRITABLE UNITÉ OUVRIÈRE.

Gaillennais. Secrétaire du Comité d'Entreprise, et deux autres camarades délégué et ancien délégué du personnel, sont exclus pour les mêmes raisons.

METRO. — Le camarade Just est exclu de la C.G.T. pour avoir combattu pour les COMITÉS D'UNITE D'ACTION DÉMOCRATIQUES.

En calomniant le camarade Marchand, ils veulent l'exclure de la Section C.G.T. Uaïc, en calomniant. Ils trouveront des « témoins », mais qui ne prouveront rien que leur mauvaise foi. L'attitude du camarade Marchand, hier

et aujourd'hui, prouve le faux de cette calomnie.

Les travailleurs de l'usine, sans distinction d'opinion politique, protesteront contre de telles méthodes, qui ne salissent d'ailleurs que leurs auteurs.

Les dirigeants imposent que des rapports soient existants entre tous les ouvriers, de quelque tendance qu'ils soient.

Ils rejettent ces calomnies et empêchent l'exclusion visée par les dirigeants de la C.G.T.

LES CALOMNIÉS NE SERVENT. EN DÉFENDANT QUE L'ENNEMI DE CLASSE! SEULE LA VÉRITÉ SERT ET SERVIRA LA CAUSE DES TRAVAILLEURS!

Puteaux, le 13 février 1950. La Cellule du P.C.I. de Puteaux.

A la suite de cette affaire, le Conseil syndical C.G.T. de l'usine Uaïc ou travaille notre camarade Marchand réunissait le jeudi 16 une trentaine de travailleurs de l'usine. L'accusation? Teignons la même. L'accusateur? Neunig, ancien maire de Puteaux, celui-là même qui, en 45, faisait pression sur le commissaire de police pour arrêter les vendeurs de La Vérité que le gouvernement de Gaulle ne voulait pas reconnaître.

Aucuns procès. Seule le « témoignage » de l'ancien maire compte.

Le camarade Marchand répondit comme il se devait à de telles accusations.

L'ombre de Neunig planait sur la réunion. L'unité fut réalisée pour demander son exclusion comme « agent provocateur ».

« Objectif est de semer le doute dans l'esprit des travailleurs de l'usine. »

Mais les trotskystes de chez Uaïc ne permettront pas qu'un salisse un de leurs militants. Les travailleurs de l'usine obligeront le Bureau syndical à constituer démocratiquement un jury d'honneur, devant lequel comparaitront l'accusateur et accusé et leurs témoins. L'accusateur devra prouver ses allégations.

L'Assemblée des travailleurs de l'usine jugera et condamnera, non en sommes persuadés, ceux qui utilisent de pareilles méthodes.

La Cellule de Puteaux du P.C.I.

A Montpellier, nos camarades imposent leur participation

Mercredi 15 février comparaisaient devant le tribunal de Montpellier trois membres du P.C.F. inculpés pour avoir, au cours d'une manifestation, crié « A bas la guerre du Viet-Nam! » et insulté Cote-Floret.

Le procès, plusieurs fois renvoyé, devait avoir lieu ce jour-là. La presse du P.C.F., les partisans de la Paix et de la Liberté, apprirent la population à venir protester et à soutenir les inculpés.

Comme le jour imposait leur devoir de classe et leur souci de réaliser l'unité d'action, plusieurs membres et sympathisants du P.C.I. avaient répondu à cet appel.

Dès leur arrivée, nos camarades Guitta et Poplard furent entourés par quelques dirigeants du P.C.F. accompagnés de militants dément chassés à blanc au préalable. Refusant la discussion, le remplaçant par des injures et des menaces, ils expulsèrent nos camarades et faillirent faire subir le même sort à quelques sympathisants. Le coup n'avait pu réussir que parce que seuls se trouvèrent présents quelques fanatiques et des bureaucrates.

Par contre, quelques jours après, nos camarades imposèrent leur participation au défilé du 12 février. Devant l'ensemble de la population, les calomnieux staliniens ne purent recommencer leur coup.

Le prochain numéro de « La Vérité » paraîtra le 10 MARS 1950. Le Gérant: JULIA Imp. Spéc. de « LA VÉRITÉ »